

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 322 - VENDREDI 28 AVRIL 2017

## PÂQUERETTE DE COURSE

Qui qui sera le premier  
à la porte des usines ?  
"C'est moi !", dit la Pen !  
"Nan ! c'est moi", dit le costard.

## AGENDA MILITANT

→ 1<sup>er</sup> mai

Paris [Ces étrangers qui ont fait la France](#)

→ 4 mai

Montreuil [Elections : l'abstention est-elle illégitime ?](#)

Gennevilliers [La révolution russe et son impact international](#)

→ 9 mai

Paris [Les femmes à la tête des luttes - Argentine et Amérique Latine](#)

→ 10 mai

Angers [Retour à Forbach](#)

→ 11-12 mai

Saint-Denis La Plaine [Crise de l'Europe et de ses institutions](#)

→ 12-13 mai

Gap [Enfance et migrations](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Travail Salarial  
[Corporate](#)

→ Alternative  
[La gauche est vivante](#)

→ Mondialité  
[Liberté et dignité](#)

## Battre le Front national dans les urnes, dans la rue et dans la société ! (Et merde à Macron...)

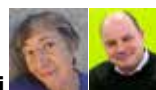
Nous n'opposons pas ceux qui voteront Macron dimanche 7 mai et ceux qui s'abstiendront, voteront blanc ou nul. Comme des millions de citoyens, nous sommes indifférents aux consignes de vote sentencieuses... ou plutôt elles nous énervent sérieusement. Ceux qui prétendent culpabiliser les abstentionnistes n'entendent pas que ceux-ci n'ont tout simplement pas envie - euphémisme - de voter pour un adversaire de l'émancipation. D'ailleurs, depuis dimanche, Macron et ses soutiens ultralibéraux ne font-ils pas tout leur possible pour inspirer un rejet massif de la part des électeurs insoumis ?

À l'inverse, on peut considérer que, comme le vote Chirac en 2002, voter Macron n'est pas lui donner quitus. Tout le monde sait que, pour beaucoup, son nom va être momentanément un simple réceptacle anti-Le Pen, un vote par défaut. Preuve que nous vivons une crise politique inédite, il est même devenu possible de voter pour un candidat... sans le légitimer, et même... en délégitimant la politique qu'il entend mettre en œuvre ! Sa victoire, si elle advient, sera ainsi une victoire à la Pyrrhus.

Aucune option n'étant bonne, évitons donc les clivages entre nous. Soulignons ensemble que le FN et Marine Le Pen sont des ennemis de la démocratie. Que leur projet est xénophobe, raciste, nationaliste, antisocial. Qu'il faut les combattre de toutes nos forces et par les moyens qui nous semblent, à chacun, adéquats. Soulignons également que Le Pen est un produit de décennies de politiques libérales et sécuritaires, d'inégalités sociales et de fractures territoriales que Macron et ses amis s'appêtent non pas à combattre, mais à renforcer. Et n'attendons pas pour engager la bataille contre le démantèlement du Code du travail par ordonnances, qui peut être un talon d'Achille de la Macronie : rendez-vous d'ailleurs dès les manifs du 1<sup>er</sup> mai !

Enfin, un second tour d'élection ne chasse pas l'autre ! Avec le résultat historique de Jean-Luc Mélenchon peut s'ouvrir une période politique nouvelle : en portant, avec France insoumise et pas seulement elle, une vision alternative et un projet de société, nous mettrons le Front national dans les poubelles de l'histoire.

● Michèle Kiintz, Gilles Alfonsi



## Mélenchon à 19,5 %, un tremplin pour demain

**François Ruffin, journaliste, fondateur de Fakir et candidat unitaire aux législatives, à propos du score de de J.-L. Mélenchon, dont il a appuyé la candidature.**

19,5 %, c'est excellent. Hourra au candidat. Bravo à son équipe. Désormais, nous sommes la gauche !

Pas « la gauche de la gauche », pas « la gauche radicale », encore moins « l'extrême gauche », « la gauche » tout court, toute simple, simplement parce que nous n'avons pas dérivé sur le radeau des naufragés de la pensée, entraîné par les seuls courants du marché, de la mondialisation, du conformisme.

Je l'écrivais par avance, la semaine dernière :

*« Notre gauche à 15, 16, 17 %, c'est déjà énorme. C'est déjà plus que, avouons-le, je ne croyais, je n'espérais. Quoi qu'il advienne, second tour ou pas, troisième place ou pas, Jean-Luc Mélenchon a remis notre gauche debout, sur les rails, prête à affronter les puissances d'argent, l'Europe des marchands, plaçant en son cœur l'environnement. Et nous voilà maintenant, grâce à lui, qui pouvons causer d'égal à égal, sans baisser les yeux, sans honte de notre assise, de notre légitimité, qui pouvons parler d'égal à égal avec l'extrême droite de Madame Le Pen, avec la droite extrême de Monsieur Fillon, avec la droite souriante de Monsieur Macron, et même toiser un peu (pas trop, pas de péché d'orgueil) la gauche socialiste de Benoît Hamon.*

*Quelle remontada, comme on dit au Barça ! »*

Maintenant, il ne faut pas s'arrêter là.

Jean-Luc Mélenchon n'a cessé de le répéter : « Je fais ma part du travail, faites la vôtre ! »

Alors, dès demain matin, sur le métier il faut remettre notre ouvrage. Au boulot !, nous devons entretenir l'élan.

Ce résultat doit nous servir de tremplin.

Il suffit que nous donnions aux nôtres envie de voter, il suffit que nous les mettions en appétit avec un avant-goût

d'espérance, et mathématiquement, abstention aidant, nos scores grimperont aux législatives. Nous pouvons, dès juin, remporter un paquet de victoires. Et peut-être même peser, pour de bon, dans la future assemblée...

Mais pour ça, il faut que, dès maintenant, dès ce soir, on en soit convaincu : 19,5 %, c'est vraiment excellent. Des sourires, et pas de larmes !

Evidemment, on aurait préféré qu'apparaissent sur l'écran d'autres tronches que Macron et Le Pen, avec l'ex-banquier d'affaires comme probable président. Mais 19,5 %, ça reste excellent.

C'est un tremplin, à nous de sauter. Sauter de joie, d'abord. Faut qu'on rie, faut qu'on danse, parce qu'on n'entraînera pas le peuple derrière nous avec des mines sinistres d'éternels vaincus, avec la liste de toutes les calamités à venir.

\*

Peut-être est-il trop tôt.

Peut-être ne peut-on pas se livrer à cela à chaud.

Tant pis, je m'y avance.

Pour vous dire mon sentiment quant à la conquête, directement, du pouvoir suprême, alors que nous ne disposons quasiment d'aucun "bastion" : pourrait-on vraiment "diriger" ? Je renverrais, là, à mon entretien avec Antonio Gramsci :

**Gramsci** : La bourgeoisie s'est assurée le consentement d'énormes masses de citoyens, elle est à la direction intellectuelle et morale de nos pays, pas seulement de l'État, mais des médias, des universités, des mairies... L'État est une tranchée avancée, mais derrière se trouvent mille bastions et ensemble ils constituent une robuste forteresse. Vous pouvez prendre le palais de l'Élysée, mais rien ne changera dans le pays, car derrière les "bastions de la bourgeoisie" demeureront.



Le film de François Ruffin, à voir et revoir !

● ● ●

**F.E. :** Mais c'est quoi, ces bastions ?

**A.G. :** Ce sont les journaux, les magasins, les voitures, tout un mode de vie et de pensée, les aspirations, la morale, les coutumes, répandus par la classe bourgeoise, entrés dans les esprits et dans les mœurs, et que la majorité des citoyens ont fait leurs. Dès lors, des crises peuvent survenir, des krachs financiers, mais cette société civile résiste à ces irruptions catastrophiques. Comme le roseau dans votre fable, elle plie mais ne rompt pas.

Voilà pourquoi, dans les États à direction libérale, il faut remplacer la guerre de mouvement par une guerre de positions, il faut abandonner la stratégie bolchévique au profit d'une stratégie nouvelle qui se fonderait non plus sur la conquête pure et simple du pouvoir, de la seule "tranchée avancée", mais qui, en vue de cette "tranchée avancée", s'empare d'abord de la société civile, de ces "bastions".

En d'autres termes, une classe doit être *dirigeante* avant d'être *dominante*.

**F.E. :** C'est quoi le distinguo ?

**A.G. :** Eh bien, la domination, c'est l'exercice du pouvoir gouvernemental, une coercition exercée par l'État. La direction, elle, s'ancre beaucoup plus profondément dans la société civile, elle se base sur un large consentement, et garantit une stabilité au pouvoir, à la domination.

Les intellectuels sont, en quelque sorte, les officiers dans cette guerre de tranchée. Car comment la classe dominante s'assure-t-elle l'adhésion des gouvernés ? Comment la philosophie de cette classe dominante est-elle promue au rang de sens commun ? Comment obtient-elle le consentement des classes subalternes ? Et comment ces classes subalternes pourront-elles renverser l'ordre ancien ? Les intellectuels, le travail intellectuel, jouent, dans cette bataille, un rôle de premier ordre.

Au fond, Jean-Luc Mélenchon et son équipe, durant cette campagne, ont avant tout fourni un immense travail intellectuel. Ils ont préparé des esprits. Ils nous ont ouvert la voie pour, d'abord, reprendre quelques bastions, acclimater l'opinion à des idées neuves, "Constituante", "transition écologique", "Plan B", qui avec des efforts formeront un autre "sens commun".

En quelques mois, notre gauche a avancé d'un pas de géant, prête demain à "diriger".  
Continuons sur ce chemin !

(PS : pour nous, à Amiens, ça débutera concrètement ce mercredi 26 avril, à 18 h 30, salle des Provinces, avec Serge Halimi : « Préparer la déferlante ! »

Publié [sur le site de François Ruffin](http://sur.le.site.de.François.Ruffin), le 23 avril 2017

## Relier les luttes émancipatrices



Ouvrage collectif, *Urgence antiraciste*, sous-titré *Pour une démocratie inclusive*, est particulièrement d'actualité et sera un outil utile pour les luttes toujours à mener. Présentation.

Cet essai paraît dans une période électorale où la récupération des questions identitaires est monnaie courante. En temps de crise du système néo-libéral et au motif de la "guerre contre le terrorisme", les politiques nationalistes et sécuritaires gagnent du terrain.

L'affaire Adama Traoré, l'affaire Théo... autant de marqueurs d'une actualité ambivalente, qui questionne le racisme institutionnel et met à l'ordre du jour la fin de la colonialité des savoirs et des pouvoirs, base des xénophobies.

Il s'agit, pour ce faire, d'ancrer les mobilisations antiracistes en France dans leur environnement international. L'"intersectionnalité" des dominations d'origine, de genre, liées au statut social... rend nécessaire par ailleurs de relier les luttes émancipatrices des catégories concernées.

Ce livre est à l'initiative de représentant(e)s d'associations antiracistes et altermondialistes, originaires ou non de l'immigration, des outre-mer et d'Afrique. L'objectif est de faire front dans ce secteur du débat public et d'apporter des réponses claires sur le terrain de l'altermondialisme et d'une démocratie inclusive.

Avec le soutien des associations et réseaux : *Attac France-Attac Togo/CADTM - Cedetim/IPAM - Collectif des femmes pour l'égalité - CRAN - Fondation Frantz Fanon - FUIQP - MRAP - Reprenons l'initiative - Sang pour Sans - Sortir du colonialisme.*

Chez votre libraire ou sur le site de l'éditeur, l'ouvrage est proposé en deux versions : format papier (234 p., 10 €) ou e-book (pdf, 7,5 €). Envoi franco de port par l'éditeur. Table des matières sur le site de l'éditeur.

<https://editions-croquant.org/les-collections/product/384-urgence-antiraciste>

# Abstention en Outre-mer

**E**n France "métropolitaine" le niveau d'abstention traditionnellement plus faible aux présidentielles s'élève à 22 %. En Outre-mer l'abstention est record. Parmi les 1,8 millions d'électeurs inscrits invités aux urnes, 994 000 ne sont pas déplacés. Ainsi globalement l'abstention en outre-mer est le fait de 53 % des électeurs. Si cette moyenne gomme les pics, elle est néanmoins en hausse de 5 points par rapport à la présidentielle de 2012. On dira que l'abstention est traditionnellement forte en outre-mer lors du scrutin présidentiel. Oui, mais pour ce scrutin là, l'abstention progresse de façon spectaculaire. Ainsi en Guadeloupe en 2012, elle était de 47,5%, elle est à 60% en 2017, en Guyane elle était à 49%, elle progresse de presque 17 points, et passe à 65,7. Même constat en Martinique : 47,6% des électeurs s'abstenaient, ils sont désormais 60 %. En Polynésie l'abstention s'élevait à 50,65 % en 2012, elle est passée en 2017 à 61,1 %.

Les rejets locaux des grands groupes de presse métropolitains cherchent mollement des explications à cette forte abstention. Ils n'y voient guère que l'effet du vote de certains départements et territoires le samedi qui n'aurait pas mobilisé les électeurs. Pourtant deux remarques s'imposent. La plus forte progression d'abstention concerne la Guyane avec plus 16,7 % par rapport à 2012, puis la Guadeloupe et la Martinique avec toutes deux, 12,5 de progression, enfin la Polynésie avec une progression de 10,45 %.

Qu'ont donc en commun ces 3 régions d'Outre-mer ? Certainement pas l'atonie politique ! En Guyane, un mouvement à la fois syndical et politique a effacé le débat électoral des radars et les Guyanais ont eu le culot de considérer que le changement ici et maintenant ne dépendait pas du résultat des élections présidentielles. Parmi le tiers de Guyanais demeurés électeurs, 34 % ont néanmoins placé Jean-Luc Mélenchon très largement tête de tous les candidats. En Guadeloupe, ces derniers mois ont été marqués par une forte

conflictualité dans le monde du travail. Début avril, à Capesterre Belle-Eau, les ouvriers de la banane de la plantation du Bois Debout, après 9 jours de grève et 48 heures de barrage coupant totalement le Sud Basse-Terre du reste du pays, ont fait céder la direction. Elle devra verser des arriérés, des rappels de salaire et des journées de droit de retrait, dus depuis près de cinq ans. Et versera entre 15 000 et 20 000 euros aux travailleurs concernés. Dans le même temps, c'est après 40 jours de grève que les salariés du centre hospitalier de Capesterre ont apposé leur signature au bas de l'accord de fin de conflit qui touchait aux conditions de travail, aux conditions de rémunération et à la dégradation de l'offre de santé. Dans le même temps la bataille se poursuit pour empêcher l'agence régionale de santé de fermer le service de néo natalité à l'hôpital de Basse-Terre.

Enfin, en Polynésie, la question de l'indépendance est prégnante. Le chef de file du parti indépendantiste rappelle qu'en 2007, alors que le Tavini faisait campagne pour le Parti socialiste, il y a eu « *un taux record de participation en Polynésie française de 74,67 % de votants, soit seulement 25,33 % d'abstentions. Samedi 22 avril 2017, l'abstention a explosé à 61,06 % soit 124 527 abstentionnistes* ». Au vu du taux d'abstention en Polynésie française pour ce premier tour de l'élection présidentielle, le président du Tavini considère que les Maohi « *ne se reconnaissent pas dans l'élection du Président des Français* ». « *Laissons les Français choisir leur futur Président* », poursuit-il. « *Le vote des Maohi ne changera pas ce choix, c'est mathématique. [...] c'est de toute façon le corps électoral métropolitain qui élira son président dans 2 semaines.* »

Cette abstention est politique, elle témoigne d'une relation de l'Outre-mer à la République manifestement remaniée...



● Catherine Destom-Bottin

## K comme Kollontai



Le 23 février 1917 (8 mars dans notre calendrier julien), les ouvrières et les ménagères de Petrograd manifestent pour demander du pain et le retour de guerre de leur conjoint. En quelques jours, la grève fait tache d'huile, l'armée se rallie aux émeutiers et à leurs compagnons et le mouvement se transforme en insurrection. Le règne du tsar de toutes les Russies, Nicolas II, prend fin.

Comme c'est souvent le cas, les femmes sont les boute-feux, souvent incontrôlées, de la révolution. Trotski s'en fait l'écho dans son *Histoire de la Révolution russe* : « Sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tisseries se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution ».

La date de cette manifestation, prélude à la révolution bolchevique d'Octobre 1917, sera retenue pour marquer la journée internationale de luttes des femmes, semble-t-il sur proposition de Lénine. (La décision de principe d'instaurer une telle journée avait été prise au congrès de l'Internationale socialiste de Copenhague, en 1910, sur proposition de Clara Zetkin).

Ainsi, dès avant "Les dix jours qui ébranlèrent le monde", les luttes des femmes sont intimement liées au processus révolutionnaire en Russie. Les lavandières de Saint-Pétersbourg demandèrent même la nationalisation des blanchisseries ! Ce qui ne fut évidemment pas du goût des mencheviques qui venaient de prendre le pouvoir.

Dans ce contexte, le rôle joué par Alexandra Kollontai fut loin d'être mineur.

Elle naît le 19 mars 1872 à Saint-Pétersbourg. Alexandra, Choura pour la famille, grandit dans une famille de l'aristocratie aisée. Elle se passionne très jeune pour les idées nouvelles. À Paris, elle découvre l'existence des syndicats, les noms d'Auguste Bebel, de Clara Zetkin ou de Karl Liebknecht. Elle lit Fourier, Saint-Simon et *Le Manifeste communiste* de Karl Marx et de Friedrich Engels. Esprit rebelle, elle se réjouit que ces idées révolutionnaires soient si mal venues en Russie et rêve de devenir écrivaine.

À Zurich, elle se lie à Rosa Luxemburg, déjà connue à cette époque, qui lui présente Karl Kautsky. À Paris, Laura et Paul Lafargue l'accueillent. Elle se passionne pour la cause des femmes. Elle rejoint le courant menchevique du parti social-démocrate russe.

Elle représente les ouvrières de Saint-Pétersbourg au VII<sup>e</sup> congrès de la II<sup>e</sup> Internationale à Stuttgart. Elle fréquente Karl Liebknecht, Clara Zetkin, August Bebel, Lénine, Trotsky... Son élégance est souvent motif à raillerie de la part de ses camarades comme de ses ennemis.

Elle donne des conférences un peu partout en Europe en affirmant : « La question des femmes, selon les féministes, est une question de "droits et de justice". Selon les femmes prolétaires, la question des femmes est une question "bout de pain pour manger". Le réveil de la femme, et le développement de ses besoins et revendications spécifiques ne viendra qu'au fur et à mesure qu'elle rejoint l'armée de la population salariée libre. Il n'y a pas de question femmes indépendante ; la question des femmes a surgi comme un élément intégré dans le problème social de notre époque. »





Alexandra Kollontaï, *La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté*, (textes choisis et présentés par Patricia Latour), Le Temps des Cerises, février 2017, 338 p., 13 €.

●●● Elle restera absente de Russie jusqu'en 1917. Depuis plusieurs années déjà, elle avait rejoint les bolcheviques.

Membre du premier gouvernement de Lénine, elle devient la première femme ministre au monde et impulse des lois pour un nouveau statut des femmes. Elle raconte : « *Comme commissaire du peuple à la Sécurité sociale, je promulguais des décrets pour la protection et la sécurité de la maternité et de l'enfance* ». Elle veut séparer « *la cuisine du mariage* » et développer la restauration collective, les entreprises ménagères, les blanchisseries... Tout ce qui peut alléger le travail ménager des femmes. Un office central pour la protection de la maternité et de l'enfance se met en place en janvier 1918. Un congé maternité de seize semaines est institué. On ouvre des maternités, des dispensaires, des crèches. La maternité et l'éducation deviennent dès lors une affaire d'État. Les femmes obtiennent le droit de voter et d'être élues, le droit au divorce par consentement mutuel, l'accès à l'éducation, un salaire égal à celui des hommes, l'égalité de reconnaissance entre enfants naturels et légitimes, le droit à l'avortement (en 1920, remis en cause en 1936 par Staline).

L'un des premiers impératifs du gouvernement bolchevique est de mettre fin à la guerre contre l'Allemagne. Cette question divise le Comité central du Parti bolchevique. Lénine défend l'idée de la signature d'un accord de paix. Alexandra Kollontaï soutient l'autre position : mener une guerre révolutionnaire offensive et provoquer la révolution dans d'autres pays. Cette dernière tendance fut appelée "communiste de gauche" ou "gauche communiste". Cette prise de position amène Alexandra Kollontaï, au printemps 1918, à quitter son poste au Comité central et celui de Commissaire du peuple.

En 1921, avec Alexandre Chliapnikov, elle fonde "l'opposition ouvrière", une tendance de gauche au sein du Parti bolchevique mettant l'accent sur l'importance des syndicats et de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire, le refus de la Nouvelle politique économique (la NEP), la lutte contre la bureaucratie et la démocratie.

Au X<sup>e</sup> congrès du Parti bolchevique, après d'âpres débats, le droit de tendances est interdit. La conférence de l'Internationale qui se tient à Moscou, du 21 février au 4 mars 1922, après

avoir longuement entendu Kollontaï et Chliapnikov, confirme. L'opposition ouvrière se dissout. Alexandra Kollontaï ne prendra plus désormais de position politique et refusera tous les appels du pied allant dans ce sens.

Elle commence des missions de propagande dans les régions du textile, puis reprend la plume pour défendre ses idées sur la famille, le mariage, l'éducation. Ses articles sont publiés dans la *Pravda* et les *Izvestia* notamment. Elle y affirme : « *Le mariage est révolutionnarisé. La famille cesse d'être une nécessité. Elle est inutile à l'État, parce que, détournant les femmes d'un travail utile à la société, elle n'est pas plus utile aux membres de la famille dans la mesure où l'État se charge progressivement de l'éducation des enfants* ». Elle prend la parole à de nombreux rassemblements défendant la liberté de l'amour, signe du rejet total des entraves de la morale bourgeoise.

En 1922, elle entame une carrière de diplomate qui l'éloigne (ou sans doute vise à l'éloigner) des problèmes politiques de son pays. En 1923, elle est nommée ministre plénipotentiaire en Norvège, devenant ainsi la première ambassadrice au monde. Elle publie deux articles sur la liberté sexuelle dans *Molodaïa Gvardia* (*Jeune garde*), début 1923. Alexandra Kollontaï y définit les contours d'un nouvel amour-camaraderie ; avec la fin de la propriété privée, l'amour se libérera du caractère exclusif qu'il a pris jusqu'alors. Elle est alors vigoureusement attaquée dans la presse communiste. On va jusqu'à laisser entendre qu'elle serait devenue une ennemie du parti. On la traite de "débauchée", de "scandaleuse", d'"immorale".

Elle se consacrera dès lors à sa carrière diplomatique et ne participera à aucun débat politique de son pays. « *On ne peut aller contre l'appareil. Pour ma part, j'ai mis dans un coin de ma conscience mes principes et je fais aussi bien que possible la politique qu'on me dicte* », confie-t-elle en 1929.

Alexandra Kollontaï s'éteint à Moscou le 9 mars 1952 à 80 ans.

Décriée et adulée dans son temps, son élégance légendaire se retrouve dans sa pensée et son écriture.

● Francis Combes et Patricia Latour



## Docteurs Folamour

Porte-avion et sous-marin nucléaires US dans les eaux coréennes, rejoints par des destroyers japonais, rodomontades nucléaires en Corée du Nord... Les Docteurs Folamour sont aux manettes.



Manhattan 2017 : "Donald rend l'Amérique dingue".

● **L'autel des actionnaires.** À Benton Harbour, Michigan / USA, le 17 avril 2017, le conseil d'administration de Whirlpool Corporation a approuvé une augmentation de 10 % du dividende trimestriel sur les actions de la société : « Cette augmentation de dividende représente notre engagement continu à améliorer les rendements des actionnaires et notre confiance dans la solidité de notre entreprise », a déclaré le PDG. « Nous restons concentrés sur la création de valeur à long terme et le retour de solides liquidités à nos actionnaires ». Sur son site, François Ruffin commente : « Que les près de cinq cents familles amiénoises (290 salariés de Whirlpool, une centaine d'intérimaires réguliers, cinquante du sous-traitant Prima) sachent sur quel autel ils sont sacrifiés : sur celui des actionnaires. (...) Et pendant que les Whirlpool d'Amiens pointeront à Pôle Emploi, le PDG Jeff Fettig se versera, lui, 675 années de Smic... » Plus sur [www.francoisruffin.fr/](http://www.francoisruffin.fr/).

● **Vieux monde, nouvelle force.** Comme prévu pendant la campagne (en cas de non présence au second tour de J.-L. Mélenchon) - ce que beaucoup semblent découvrir -, les signataires de la France insoumise (440 000 jusqu'au 22 avril) sont appelés à donner leur avis - et non une consigne - sur leur position au second tour. Trois options : vote blanc ou nul,

abstention, bulletin de vote Macron. L'option FN n'existe pas, est-il affirmé clairement en conférence de presse du 26 avril. Après le second tour, les urgences mises en avant pendant la première partie de la campagne demeureront : urgences démocratique, sociale, écologique, de la paix. Pour autant, les représentants de FI ne mettent pas les deux candidats dans le même sac et rappellent leur lutte ancienne contre le FN, lutte qui leur a aussi permis pendant la campagne à aider des électeurs FN à s'en détacher. Alors, affirment vigoureusement les intervenants, pas une voix pour le FN ! Si, pour eux, "le vieux monde est mort", il est né une force nouvelle, y compris dans ses formes, qui continuera de se battre. Plus [ici](#).

● **Pince-sans-rire.** Qui a dit le 24 avril dernier : « La bataille de France vient de débuter. Elle sera longue. Le PS y jouera tout son rôle et il sera à sa place : la première. » ? Quelqu'un qui devrait lire l'article paru sur regards.fr : « [Cambadélis devra annoncer la mort clinique du PS](#) ».

● **Sans fard.** Qui a dit : « C'était une bonne surprise dimanche soir, notre candidat était en tête. » (CNews, 25/04/2017). Quelqu'une qui n'a pas peur des mots. Solution sur le "Déclarama" de [regards.fr](#).

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

